



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ensemble relevons le défi !

Comment faire des ODD le fil rouge de la nouvelle Europe ?

Note de synthèse sur les derniers développements au niveau européen

Céline Charveriat,

Directrice de l'Institut des Politiques Européennes de l'Environnement (IEEP)

1) Les dernières données statistiques sur les progrès de l'UE en matière de développement durable

Selon le [rapport 2019 d'Eurostat](#), au cours des cinq dernières années, l'UE a progressé - de façon modérée à significative – par rapport à 12 des 17 objectifs, notamment l'ODD 3 (bonne santé et bien-être), l'ODD 1 (pas de pauvreté) et l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), comme le tableau suivant synthétise.

Toutefois, comme le souligne le rapport, progresser vers un objectif ne signifie pas nécessairement que son statut soit satisfaisant et qu'il ne reste pas encore beaucoup à faire. En revanche, l'Union européenne a de plus grandes difficultés à progresser sur les objectifs environnementaux.

Les informations indépendantes existantes suggèrent que les États membres de l'UE obtiennent de bons résultats pour les Objectifs de développement durable dans l'ensemble par rapport au reste du monde. Le [Rapport de développement durable 2019 \(SDR\)](#), élaboré chaque année par le SDSN et la Bertelsmann Stiftung, se classe au treizième rang parmi les vingt premiers (DK, SE, FI, FR, AT, DE, CZ, NL, EE, SI, UK, BE, IE) avec le Danemark, premier pays du monde, avec 85,2 sur 100. Chypre, l'État membre ayant le plus faible score de l'UE, occupe la 61e place sur 162 pays, avec un score de 70,1.



(Source : <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf/1965d8f5-4532-49f9-98ca-5334b0652820>)

En revanche les pays européens ont tous un défi majeur : celui de minimiser les effets négatifs du modèle de développement européen sur les pays tiers. Ces effets de « **spillover** » se produisent lorsqu'une activité ou une politique de l'UE a des conséquences inattendues au-delà de ses frontières. Par exemple, la consommation alimentaire européenne entraîne la déforestation tropicale dans d'autres régions. Le SDR 2019 identifie **trois types de retombées**: les retombées environnementales; les retombées liées à l'économie, aux finances et à la gouvernance; et retombées de la sécurité. La plupart des États membres de l'UE affichent des résultats médiocres dans ces retombées, le Luxembourg se classant au troisième rang des pays les moins performants au monde, derrière la Suisse et Singapour. Parmi les pays du G20, l'UE dans son ensemble représente la plus grande part de l'écart de performance mondial en termes de retombées, représentant 26,5% de l'écart mondial. Il est important de souligner que ces effets ne sont pas encore pris en compte dans

le rapport d'Eurostat, ce qui représente une lacune importante dans le suivi des Objectifs de développement durable de l'UE.

2) Un nouveau contexte politique en Europe, plus favorable aux ODD

Bien que l'Union Européenne ne soit toujours pas dotée d'une stratégie de mise en œuvre des ODD, certains développements récents laissent à penser que les lignes politiques sont en train de bouger.

Il convient tout d'abord de mentionner le document de réflexion de la Commission Européenne intitulé «[Vers une Europe durable à l'horizon 2030](#)» et ses annexes, ainsi que le [rapport de synthèse conjoint sur le consensus européen pour le développement](#), et le [rapport de l'UE de 2019 sur la cohérence des politiques pour le développement](#).

Le document de réflexion de la Commission de 2019 a présenté trois scénarios futurs possibles, le premier suggérant de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable en tant qu'objectif stratégique de l'UE et de ses États membres. [Ce scénario a été accueilli favorablement - par l'IEEP](#) et de nombreux autres - comme le seul moyen de mettre en œuvre le programme 2030 dans les délais impartis, et a également été favorisé par le [Parlement européen dans une résolution de mars 2019](#). En Avril 2019, le Conseil Européen a adopté les conclusions suivantes en réponse au document de réflexion de la Commission :

1. Un engagement à accélérer les actions de mise en œuvre interne et externe des ODD
2. Un avis positif quant au document de réflexion de la Commission.
3. Une réitération de sa demande envers la Commission d'une stratégie de mise en œuvre des ODD et d'une prise en compte des ODD dans toutes les politiques internes et externes de l'UE.

Les élections européennes de mai 2019 ont également apporté des développements majeurs. L'inquiétude grandissante du public face au changement climatique a eu un impact sur les programmes des différents partis. Ceux-ci ont en moyenne mis davantage l'accent sur les problèmes environnementaux qu'en 2014. Selon l'enquête Eurobaromètre publiée à l'automne 2018, le changement climatique est devenu l'un des principaux sujets de préoccupation du public au niveau européen: en moyenne, 16% des citoyens européens estiment que le changement climatique est l'un des deux problèmes les plus importants pour l'Europe, contre 6% en 2016. Cependant, il y a de grandes variations entre les États membres. En Suède, 44% des citoyens considèrent le changement climatique comme l'un des deux problèmes les plus importants auxquels l'UE est confrontée, alors que ce chiffre est tombé à 4% en Grèce. Les préoccupations du public concernant le changement climatique ont également été illustrées par différentes marches pour le climat et manifestations de jeunes, les mêmes jours dans plus de 110 pays.

Certains des partis politiques (Verts/ALE, S&D, ALDE, GUE/NGL, comme montré par le [Manifesto Analysis de l'IEEP](#)) mentionnent également l'importance de mettre en œuvre les ODD. Le langage concernant l'ambition climatique a également considérablement évolué, les partis se

référant à l'objectif des 1.5°C de l'Accord de Paris, les dernières conclusions du GIEC ou la nécessité d'un objectif plus ambitieux en matière de réduction des émissions pour 2030. Les autres priorités émergentes consensuelles dans les programmes comprennent l'économie circulaire, la recherche et l'innovation et leur rôle dans la durabilité, la santé environnementale et l'interface entre les politiques sociales et environnementales.

Il est donc probable que le nouveau Parlement plaide pour une politique environnementale plus ambitieuse, ce qui aura un impact sur la formulation de priorités clés pour la future nouvelle Commission, la finalisation des négociations autour du budget de l'Europe et de la Politique agricole commune après 2020. **La place des ODD dans cette nouvelle donne est en revanche moins claire** car moins consensuelle entre les partis politiques.

D'autres questions semblent faire l'objet d'un consensus croissant, telles que les mesures visant à accroître l'ambition climatique, l'économie circulaire 2.0 et la promotion de l'innovation au service du développement durable. En revanche certaines risquent de créer des divisions, telles que ceux qui constituent un modèle approprié de croissance, de transport, de fiscalité, etc. PAC, commerce et rôle général de la réglementation. Il faudra s'attaquer à certains des angles morts actuels des programmes des partis, y compris des domaines allant de la biodiversité à la consommation durable.

La nouvelle commission Européenne (sur le point d'être confirmée par le parlement européen) a indiqué par le biais de sa nouvelle présidente son intention de présenter un « [European Green Deal](#) » au plus tard 100 jours après son entrée en fonction.

Lorsque Jean-Claude Juncker a présenté ses priorités et attribué des portefeuilles à sa nouvelle Commission en 2014, de nombreux observateurs ont exprimé leur inquiétude face à ce qu'ils considéraient comme une régression sur les questions d'environnement et de durabilité (pas de référence aux ODD; retrait de l'économie circulaire et de la qualité de l'air) et une absence d'ambition sur l'environnement (sauf lorsque l'on considère que les énergies renouvelables contribuent à la croissance).

Ursula von der Leyen a évité ces faux pas. Au lieu de cela, **son allocation de portefeuilles - et les lettres de mission qu'elle a écrites aux commissaires - mettent beaucoup d'emphasis sur les questions d'environnement et de développement durable.** Cela reflète en partie la campagne électorale de l'UE, caractérisée par une hausse des engagements en matière de climat (voir notre analyse des manifestes), et l'impact du débat public sur les jeunes électeurs et les grévistes des écoles. Ces facteurs étaient déjà visibles dans les priorités politiques que von der Leyen a présentées au Parlement européen, avec **ses engagements en faveur de la neutralité climatique et du « [European Green Deal](#) ».**

En outre, la nouvelle présidente de la commission a demandé que chaque commissaire veille à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies dans son domaine de compétence. Elle a également indiqué que le collège de la Commission, qui est la structure de coordination interne à la Commission, sera responsable de la mise en œuvre globale des ODD. Ce

que cela signifie dans la pratique n'est pas encore clair, mais nous espérons que cela impliquera une approche beaucoup plus rigoureuse du suivi et de la mise en œuvre des ODD. Les prochaines conclusions du conseil européen sur les ODD, qui devraient être adoptées en décembre 2019, devraient aider à clarifier les nouvelles attentes des Etats Membres en matière de la mise en œuvre post-2020 des ODD en Europe.

3) Les conclusions de #Think2030

#Think2030 est une plateforme réunissant des ONG, des organismes de recherche, des entreprises privées et des autorités locales. Les 100 experts qui se sont réunis en octobre 2018 lors de la première conférence de #Think2030 ont formulé les [conclusions suivantes](#) sur la base de 15 rapports couvrant différents thèmes liés aux ODD.

Pour relever les défis de la paix, de la sécurité, de la prospérité, du bien-être et de l'environnement naturel, le programme de **l'Europe doit reposer sur un plan crédible de transition vers une plus grande durabilité, avec un cadre cohérent conforme aux ODD**. Celui doit comprendre :

- **Des objectifs scientifiques.** Les objectifs chiffrés doivent respecter toutes les frontières de la planète et être soutenus par des politiques et des stratégies sectorielles intégrant pleinement les dimensions sociales et économiques de la durabilité.
- **Des actions immédiates**, avec un plan de transition initial à l'horizon 2030. Il est urgent d'agir, d'où l'importance de situer les discussions budgétaires actuelles de l'UE dans les objectifs à l'horizon 2030.
- **Une interface politique - science plus solide.** Il est temps de tirer parti du succès du modèle du GIEC et de créer un organe multidisciplinaire similaire, dédié à l'Europe et englobant tous les Objectifs de développement durable.
- **Une nouvelle boîte à outils.** Une nouvelle boîte à outils et un nouveau processus de prise de décision seront nécessaires, intégrant pleinement les dimensions économiques, sociales et environnementales dans une stratégie de mise en œuvre des ODD qui chapeauterait toutes les politiques de l'UE.
- **Un plan pour une consommation durable**, créant un cadre politique et réglementaire européen propice à des initiatives ambitieuses parmi les leaders au niveau des États membres afin de limiter les effets négatifs de la consommation européenne sur la mise en œuvre des ODD au plan mondial.